CHAPITRE XXI.

Réflexions sur l'intérêt de l'argent, le ménagement du crédit, & la circulation.

LE premier, qui par prudence ou par avarice, voulut échanger une partie des productions de sa terre ou de son travail, contre une petite augmentation future de revenu, donna l'idée de ce qu'on appelle aujourd'hui, l'intérêt de l'argent. Ces transactions, auroient pu précéder l'introduction même des monnoies; car le cultivateur qui eut besoin de cent septiers de bled pour semer son champ, dût les demander à celui qui en avoit une quantité superflue; & dans le nombre des conventions auxquelles ces services mutuels donnerent naissance, l'idée de payer une redevance annuelle en échange des avances qu'on sollicitoit, se présenta naturellement. Cette maniere simple, de lier ensemble la convenance des préteurs, & celle des em-

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

prunteurs, a multiplié les moyens de travail, & a concouru ſans doute efficacement à cette activité générale, qui eſt maintenant répandue dans toutes les ſociétés.

La meſure de l'intérêt de l'argent, eſt fondée ſur le rapport qui exiſte entre la ſomme des fonds qu'on cherche à placer, & le nombre ou l'avantage des emplois; mais il y a auſſi une habitude qui donne de la ſtabilité au tau généralement adopté. La ſomme des capitaux qu'on prête & qu'on emprunte, dépend & de la quantité du numéraire, & de la rapidité de la circulation. Le nombre & l'avantage des emplois, tiennent à l'étendue & à la fécondité du ſol, à la multiplicité des établiſſements d'induſtrie, à la diverſité des commerces, & à la grandeur de la dette publique.

Les intérêts du commerce & ceux qui réſultent du prix courant des effets royaux, ſont les plus ſuſceptibles de variation. Les engagements des négociants ſont tellement inſtants & rigoureux, que les prêteurs peu-

vent profiter des moments de rareté ou de pénurie, pour élever un peu l'intérêt ordinaire; & le prix des fonds du Gouvernement, dépendant de la mesure du crédit; les variations dans la confiance, doivent nécessairement en occasionner dans l'intérêt de ces sortes de placements. Les terres en France, quand le propriétaire n'est pas à portée d'y donner des soins assidus, ne rendent communément que deux & demi pour cent, déduction faite des frais & des impositions: les prêts hypothécaires entre particuliers, sont stipulés à cinq pour cent; mais les emprunteurs étant autorisés à retenir sur l'intérêt dont ils sont redevables, la même quotité de vingtiemes imposée sur leurs immeubles, cet intérêt se trouve réduit au-dessous de quatre & demi pour cent.

Le bas intérêt de l'argent, est un des grands moteurs de toutes les entreprises utiles; c'est à la faveur d'un pareil avantage, que les propriétaires de terres trouvent des secours à un prix modéré, & peuvent se

livrer à de nouvelles cultures; c'eſt alors encore, que le négociant & le manufacturier ſe contentent d'un moindre bénéfice, & luttent avec plus de ſuccès contre l'induſtrie étrangere.

Les prêteurs, conſidérés en général, ne ſont que des propriétaires inactifs; les emprunteurs, au contraire, ont un but, un mouvement, dont la ſociété profite de quelque maniere; ainſi le Gouvernement doit déſirer, que dans les conteſtations ſur le prix de l'intérêt, l'avantage leur appartienne: mais comme les rapports qui déterminent ce prix, ſont plus puiſſants que l'autorité même, les Souverains ne peuvent jamais eſpérer de le gouverner par des loix impérieuſes. Cependant, il ne faut pas, en ſe jettant dans une autre extrême, oublier le vœu politique du Gouvernement, & abandonner abſolument le cours de l'intérêt, au réſultat vacillant de toutes les combinaiſons particulieres. Ainſi, c'eſt une précaution très-ſage, que d'adopter un intérêt légal pour tous les

contracts d'hypothéque, & pour tous les actes publics: cette regle qui contient les écarts de la cupidité, ne nuit en aucune maniere à la circulation: car les bénéfices de la culture, & ceux de toutes les entreprises qui ne sont pas uniques & privilégiées, ne pourroient supporter la dépense d'un intérêt au-dessus des usages ordinaires; & ce n'est point aider l'industrie, que de favoriser la licence dans les prétentions des prêteurs.

Cependant, c'est par des dispositions générales, que le Souverain peut sur-tout atteindre au but qu'il doit se proposer. Et comme tous les grands avantages d'administration, se tiennent par des rapports sensibles, & qu'on ne peut travailler au bien public dans une partie, sans féconder indirectement toutes les autres, le Gouvernement contribue efficacement à la baisse de l'intérêt de l'argent, par les mêmes soins & les mêmes attentions qui accroissent la prospérité du Royaume: ainsi, la protection accordée au commerce, les traités politiques qui le favorisent, les

encouragements

encouragements procurés à l'induſtrie, & toutes les diſpoſitions qui, en augmentant l'avantage national dans les échanges, introduiſent en France une plus grande ſomme d'or & d'argent, influent d'une maniere favorable ſur le prix de l'intérêt.

Les principes de juſtice concourent encore à la même fin ; puiſque c'eſt en ajoutant à la ſûreté des prêteurs, qu'on les engage à ſe contenter d'une rétribution plus modérée : ainſi les loix qui aſſurent la ſtabilité des hypothéques, celles qui préviennent les chicanes & les faux fuyants de la part des débiteurs, ſont d'une importance infinie. L'eſprit de judicature, eſt ſouvent oppoſé, ſur ce point, à l'eſprit d'adminiſtration. Le premier ne voit dans les rapports des prêteurs & des emprunteurs, que des queſtions iſolées, & ſemblables à toutes celles qui s'agitent devant les tribunaux. L'eſprit d'adminiſtration, au contraire, doit appercevoir le lien politique qui exiſte entre ces queſtions, & cette activité de circulation,

dont l'influence eſt ſi grande ſur le prix de l'intérêt, & ſur la proſpérité du Royaume. Il faut donc que le Gouvernement prenne ſa place, & rempliſſe les fonctions qui lui appartiennent, en s'occupant d'une légiſlation, qui ſimplifie l'action des créanciers hypothécaires, contre leurs débiteurs inexacts, & qui la rende plus rapide & moins diſpendieuſe. Quelques emprunteurs en ſouffriront; mais la maſſe générale y gagnera; mais le bien de l'Etat, étroitement uni à cette communication des ſecours qui repoſe ſur la confiance, en recevra un accroiſſement dont on ne peut déterminer l'étendue.

On a dit ſouvent, que l'adminiſtration des finances, devoit voir avec plaiſir les difficultés qui accompagnoient les tranſactions entre particuliers, puiſqu'on étoit d'autant plus engagé à diriger ſes capitaux, vers les emprunts du Gouvernement. C'eſt là ſûrement une petite vue: l'argent qui ne ſort point du Royaume, eſt toujours ramené, par la circulation, aux divers emplois qui

Universitäts- und
Landesbibliothek Düsseldorf

ſont utiles aux capitaliſtes ; & ſi la variété de ces emplois, le fait revenir un peu plus lentement aux effets royaux, il féconde, dans ſon cours, toutes les entrepriſes qui ſont la premiere ſource des richeſſes. Ce n'eſt donc qu'en de certains moments, que les emprunts des particuliers peuvent rivaliſer avec ceux du Gouvernement ; mais dans l'eſpace des tems, les reſſources de la finance s'accroiſſent avec les progrès de la fortune publique : ainſi, un Gouvernement, qui ſeroit jaloux des prêts & des emprunts ſur les terres, & qui dans cet eſprit, laiſſeroit ſubſiſter les entraves propres à décourager de ces tranſactions, auroit, peut-être, une politique ſemblable à celle qui détermineroit à contrarier les travaux utiles, pour faciliter les enrôlements, ou pour ſoudoyer des ſoldats à plus bas prix.

Enfin, il eſt encore une conſidération à la portée de tous les regards : la dette publique eſt aujourd'hui ſi conſidérable, que les conditions auxquelles on peut pla-

cer ſes capitaux dans les effets du Gouvernement, influent, d'une maniere plus ou moins directe, ſur l'intérêt commun de l'argent; & puiſque l'étendue du crédit détermine, en partie, le prix des fonds publics, je ſuis naturellement conduit à faire quelques obſervations, ſur un ſujet ſi important: mais comme dans l'introduction de cet ouvrage, j'ai déjà conſidéré la même queſtion d'une maniere générale, il ne me reſte plus qu'à indiquer les ſoins & les précautions, que le ménagement du crédit exige.

Ces réflexions, peut-être, fixeront moins l'attention de la France, en cet inſtant, que dans tout autre; tant elle ſe trouve aujourd'hui favoriſée par ſes circonſtances: la guerre a été franchie, ſans aucune interruption dans les payements; les rembourſements qui, aux termes des loix mêmes, pouvoient être ſuſpendus pendant cet intervalle, ont été continués exactement; le compte public, rendu ſous mon adminiſ-

Universitäts- und
Landesbibliothek Düsseldorf

tration, a fait ceſſer l'obſcurité qui avoit environné les finances depuis pluſieurs ſiecles; leur état préſent eſt tel, qu'après la liquidation de quelques dettes arriérées, aucun emprunt conſidérable ne ſera néceſſaire; l'accroiſſement naturel des revenus du Roi, l'étendue remarquable des tréſors que la paix introduira dans le Royaume, ſont autant de moyens qui applaniſſent, ſans effort, les voyes de l'adminiſtration. L'Angleterre, dans le même tems, eſt chargée d'une dette, qui comparée avec ſes reſſources, effraye aujourd'hui les capitaliſtes: la Hollande, accoutumée à placer dans les fonds de cette nation, une grande partie de ſes épargnes, eſt encore refroidie par des conſidérations particulieres. Tout ſemble donc concourir à l'affermiſſement du crédit de la France; & je crois que ce crédit, ſoutenu par la nature même des choſes, réſiſteroit à beaucoup de fautes; mais quand on écrit, c'eſt pour tous les tems: les moments que j'ai vus, peuvent revenir; les difficultés que

Universitäts- und
Landesbibliothek Düsseldorf

j'ai éprouvées, peuvent ſe reproduire : enfin, au milieu même des circonſtances les plus heureuſes, il eſt important de tirer du bien le plus grand parti ; il eſt important d'en étendre l'influence, & de ſeconder le cours des proſpérités. Je ſuis donc bien éloigné, de conſidérer comme indifférentes, les réflexions générales que je vais préſenter ſur cette matiere.

Le ménagement du crédit, paroît au premier coup-d'œil, une adminiſtration très-ſimple ; parce que tous les moyens qui concourent à entretenir la confiance, examinés ſéparément, ne ſont ni obſcurs ni difficiles à ſaiſir ; mais ce qu'on conçoit facilement, ne s'apperçoit pas de même ; & ſouvent l'homme le plus capable de reconnoître l'analogie qui exiſte entre deux idées, ne les eût jamais rapprochées.

Pourquoi donc, le miniſtre des finances, qui ſent la néceſſité du crédit, & qui veut exciter la confiance, s'écarte-t-il ſi ſouvent de la route qui doit conduire à ſes fins ?

Universitäts- und
Landesbibliothek Düsseldorf

c'eſt qu'en toute eſpece de conduite, pour concilier ſans ceſſe le but & les moyens, il faut unir une certaine force de méditation, à un regard actif & toujours vigilant.

L'on abonde en ſecours, quand on veut s'occuper de la modification des impôts, des encouragements néceſſaires au commerce, ou aux manufactures, & de toutes les autres diſpoſitions générales d'adminiſtration. Il exiſte une tradition de connoiſſances, à cet égard, dont il eſt aiſé de profiter; d'ailleurs, toutes ces grandes parties ne ſont pas tellement liées enſemble, qu'on ne puiſſe les traiter ſéparément, & les exécuter en différents tems; mais le crédit public, ce qui l'entretient, ce qui l'étend, ce qui le fait naître, eſt d'une toute autre nature: la confiance eſt une impreſſion qui ſe forme comme l'eſtime, par une ſuite d'actions convenables; mais avec cette différence, que les mépriſes de l'eſprit, y nuiſent comme les fautes du cœur. Il faut donc réunir à des principes toujours honnêtes, une multitude de ſoins

& d'attentions, qui doivent varier ſelon les circonſtances, & qu'il faut découvrir & diſtinguer de ſoi-même: car pour s'aider dans cette recherche, on ne trouve nulle part, ni des préceptes imprimés, ni des leçons écrites.

Ces réflexions, cependant, ne ſont pas applicables à tous les pays indiſtinctement; le crédit de l'Angleterre, en particulier, repoſe ſur des baſes ſi ſimples, ſi claires, ſi fortifiées par une longue habitude, & ſurtout, tellement indépendantes de l'autorité, que le maintien d'un pareil crédit, doit être bien plus attribué à la conſtitution politique du pays, qu'à l'habileté de l'adminiſtration.

C'eſt donc, par une réunion de circonſtances qui tiennent à la nature du Gouvernement, que le crédit public, en France, mérite tant de ſoins & de ménagements.

L'autorité abſolue du Souverain, & la plénitude de la confiance publique, ſont deux idées qui ont beſoin d'intermédiaires,

Universitäts- und
Landesbibliothek Düsseldorf

pour ſe lier parfaitement enſemble : cette autorité eſt ſoumiſe, en France, à quelques tempéraments, lorſqu'il eſt queſtion d'augmenter les revenus du Prince ; parce que les loix, qui établiſſent de nouveaux impôts, doivent être enrégiſtrées dans les Parlements, & que ces Cours peuvent alors éclairer, par leurs repréſentations, la juſtice du Monarque; mais un ſimple arrêt du conſeil, ou un ordre miniſtériel, autoriſé par le Prince, ſuffiſent pour ſuſpendre les payements, ou pour ordonner une réduction dans les intérêts; enſorte que les Cours ſouveraines n'ont aucune connoiſſance légale de ces diſpoſitions; & on les a vues ſouvent garder le ſilence, au milieu des opérations les plus préjudiciables à la fortune d'un nombre conſidérable de citoyens. On ne peut donc, en France, relever ou entretenir la confiance publique, qu'en raſſurant ſur les intentions du Souverain, & en perſuadant, qu'aucun motif ne peut le porter à manquer à ſes engagements; & comme

Universitäts- und
Landesbibliothek Düsseldorf

l'importance du crédit eſt maintenant généralement reconnue; comme ce n'eſt plus les injuſtices volontaires qu'on redoute, mais les effets du déſordre & de la néceſſité, on ſent aiſément, qu'une conduite économe & ſage de la part de l'adminiſtration des finances, eſt une des premieres baſes du crédit. Il faut qu'on voie cette adminiſtration, s'appliquer ſans relâche à la réforme des abus & des gains inutiles; il faut qu'on la voie réſiſter à toutes les prétentions de l'intérêt particulier; il faut qu'on la voie occupée, & des diſpoſitions qui maintiennent le produit des revenus du Roi, & de celles qui diminuent la ſomme des dépenſes. Il faut qu'on ſoit perſuadé, que cette adminiſtration a conſtamment devant les yeux, l'état des affaires, & il faut qu'on apperçoive l'ordre qu'elle établit pour y parvenir. Il faut encore, pour raffermir la confiance, qu'on puiſſe croire au crédit du miniſtre des finances auprès de ſon maître: cette opinion perſuadera, qu'il aura le pouvoir d'influer ſur les dépen-

Universitäts- und
Landesbibliothek Düsseldorf

ſes étrangeres à ſon département, & qu'il ne ſera pas ſeulement l'homme chargé de proportionner les revenus aux dépenſes, mais qu'il ſera auſſi l'homme écouté, quand il propoſera de proportionner les dépenſes aux revenus.

La fidélité la plus ſcrupuleuſe, & la régularité la plus exacte dans les payements, ſont une condition eſſentielle du crédit: l'habitude a trop d'aſcendant ſur les hommes, pour qu'ils ne ſoient pas diſpoſés à ſe fier à la continuité de toutes les choſes, dont ils ont une longue expérience. On auroit tort cependant d'imaginer, que l'exactitude dans les payements ſuffit ſeule pour éloigner la défiance: ſi cette maxime étoit généralement vraie, la France, ni en 1759, ni en 1771, ni en d'autres tems encore, n'eût pas manqué aux engagements qu'elle avoit contractés; car ce n'eſt qu'après avoir épuiſé toutes les reſſources du crédit, que le Gouvernement ſe réſolut à cette extrêmité: mais lorſque l'adminiſtra-

Universitäts- und
Landesbibliothek Düsseldorf

tion paroît se mal conduire, les allarmes précedent le retard ou la suspension des payements; & quand ce désordre arrive, il est bien moins alors une cause, qu'un résultat du discrédit.

Les opérations de la caisse d'escompte, contenues dans des bornes raisonnables, sont infiniment utiles au crédit public; non-seulement, parce que la modération du prix de l'escompte pour les effets de commerce, influe sur l'intérêt en général; mais aussi, parce que la faculté de faire aisément de l'argent avec des lettres de change, prévient une partie des embarras momentanés, qui déterminent souvent à vendre avec précipitation des effets publics.

Il faut aussi, par des soins prévoyants, entretenir le trésor royal dans une grande aisance, afin d'y trouver, à chaque instant, les ressources nécessaires, pour subvenir à ces ralentissements momentanés dans la circulation, qu'on prend si facilement pour l'embarras des affaires; opinion, néanmoins,

Universitäts- und
Landesbibliothek Düsseldorf

qui peut occaſionner une véritable gêne, lorſqu'on lui donne le tems de ſe fortifier & de s'étendre.

Les lenteurs dans les payements, l'incertitude du jour précis où les rentiers doivent ſe préſenter, les difficultés mal entendues, les formalités inutiles, enfin, tout ce qui ſemble indiquer qu'on veut gagner du tems, doit être évité avec le plus grand ſoin; car il eſt aiſé d'appercevoir, qu'un très-grand nombre de particuliers, aſſeyent bien moins leurs jugements ſur de profondes réflexions, que ſur des notions familieres. Il faut auſſi, dans tout ce qui eſt indifférent en ſoi, conſulter le goût du public, & ſe prêter aux modifications qui lui ſont agréables: l'on feroit ſouvent des fautes, en s'en rapportant légérement ſur de pareils détails à certains ſubalternes, qui, trop épris du développement minutieux de l'autorité, voudroient, dans leur zele indiſcret, dicter des loix & des conditions au plus libre de tous les ſentiments, celui de la confiance.

Universitäts- und
Landesbibliothek Düsseldorf

Il eſt encore d'autres ſoins importants pour le crédit : on ne doit jamais, dans les circonſtances extraordinaires, recourir à pluſieurs expédients d'un même genre, ni à un trop grand nombre d'agents ; on multiplie ainſi, en apparence, la ſomme des beſoins, & l'on établit des rivalités contraires au ſuccès qu'on ſe propoſe. Il faut, ſur-tout, ménager habilement le prix de l'intérêt, moins quelquefois pour l'économie qui en réſulte, que pour n'être pas entraîné trop rapidement, à offrir des conditions qui inſpirent de la défiance. Il faut encore, dans le cours d'une guerre dont on ignore la durée, réſerver pour les moments difficiles, les emprunts les plus attrayants : enfin, il faut proportionner la ſomme de tous ces emprunts, à l'étendue des fonds qui peuvent y être deſtinés.

L'art de diſcerner cette meſure, eſt très-important ; & il ſuffiroit de ſe tromper gravement à cet égard, pour voir un emprunt public échouer, au milieu même d'un grand

Universitäts- und
Landesbibliothek Düsseldorf

crédit. C'eſt que le ſuccès d'un emprunt, eſt toujours incertain s'il n'eſt pas rapide; la plus petite langueur eſt interprêtée d'une maniere défavorable; chacun, alors, prend du tems pour réfléchir, l'on veut être déterminé par l'exemple, on s'attend réciproquement; & ce calme augmentant la défiance, l'incertitude des capitaliſtes ſe change dans un véritable découragement; l'on accuſe alors, avec raiſon, le miniſtre des finances, d'avoir pris de fauſſes meſures, & de s'être mépris dans ſes combinaiſons; mais par une ſingularité remarquable, en même tems que ce genre de faute manifeſte lumineuſement l'impéritie du miniſtre, on ne peut guères appercevoir la ſageſſe de celui qui, par de plus juſtes diſpoſitions, a décidé l'empreſſement du public: car dans les premiers moments, les demandes ſemblent ſurpaſſer tellement la ſomme de l'emprunt, qu'on eſt induit à penſer, que le miniſtre n'a pas connu l'étendue de la confiance. L'erreur des jugements, à cet égard, provient

uniquement, de ce qu'on ne diſtingue pas dans cet empreſſement, ce qui appartient aux véritables capitaliſtes, & ce qui doit être attribué au mouvement donné par de ſimples ſpéculateurs; ſorte de perſonnes qui s'intéreſſent dans les fonds publics, avec le deſſein de revendre au bout d'un certain tems : or, il eſt à remarquer, que lors d'un nouvel emprunt, ces ſpéculateurs s'avancent avec ardeur, ou ſe retirent abſolument, ſelon le degré d'étendue de ce même emprunt.

Suppoſons, en effet, que cinquante millions répondent exactement aux capitaux deſtinés à être placés réellement dans un emprunt nouveau; il ſuffira que cet emprunt ſoit limité à quarante millions, pour donner lieu à des demandes qui s'éléveront peut-être au double; car une multitude de gens, ce ſont les ſpéculateurs, calculeront alors, que ſi les beſoins réels ſurpaſſent d'un quart la ſomme du nouveau fonds, il y aura bientôt une concurrence qui en

élévera

élévera le prix. Et par un ordre inverse, si l'emprunt est de cinquante millions, tandis que les besoins réels ne sont que de quarante, il n'y aura peut-être aucun empressement, parce qu'on craindra de voir baisser le prix du nouveau fonds, & qu'on se flattera de l'acquérir à des conditions plus avantageuses.

Sans doute, les spéculateurs qui forment ces combinaisons, ainsi que le ministre qui regle la somme & les conditions d'un emprunt, ne font point, avec précision, les calculs que je viens d'indiquer : car les connoissances, qui devroient en former la base, ne peuvent être rassemblées, & deviennent elles-mêmes une sorte de conjecture : mais il se forme, à cet égard, une opinion plus ou moins vague, & semblable, à-peu-près, à celle qui regle dans tous les marchés le prix des denrées, & qui donne l'empire, tantôt à l'acheteur, & tantôt au vendeur.

Ces réflexions peuvent encore servir à éclairer sur une méprise, dans laquelle on

tombe quelquefois, en entendant parler des emprunts publics d'Angleterre. L'uſage du miniſtere, eſt de remplir conſtamment tous ces emprunts par ſouſcriptions : c'eſt-à-dire, qu'on les diſtribue en entier à de riches ſpéculateurs, qui les revendent enſuite ; & comme on a ſoin de régler les conditions de ce traité, de maniere à préſenter la perſpective d'un bénéfice raiſonnable, il arrive que lorſqu'on ouvre un emprunt de cinq millions ſterlings, on entend dire que les ſouſcriptions ſe ſont élevées à douze ou à quinze; & l'on en conclut, que le Gouvernement, ayant refuſé dix millions, il eſt ſûr de les trouver quand il voudra ; mais l'erreur de ce jugement paroîtra ſenſible, en ſe rappellant les obſervations que je viens de faire. Ces quinze millions de ſouſcriptions, ne repréſentent point la meſure des fonds que les capitaliſtes ont deſſein de placer dans le nouvel emprunt ; mais uniquement, la maſſe de tous les intérêts qu'on voudroit prendre à une ſpéculation avanta-

Universitäts- und
Landesbibliothek Düsseldorf

geuſe. Ces ſouſcriptions ſe fuſſent élevées davantage encore, ſi l'emprunt avoit été moins conſidérable, & ſi, au contraire, ce même emprunt eut été de dix millions, au lieu de cinq, il n'y auroit eu, peut-être, aucun ſouſcripteur.

Quelle eſt donc la combinaiſon parfaite d'un emprunt ? quelle eſt l'habileté du miniſtre ? c'eſt d'en déterminer la ſomme, c'eſt d'en régler les conditions, dans une proportion telle, qu'on ſe hâte d'y prendre part, & qu'en même tems, néanmoins, le bénéfice des ſpéculateurs ſoit auſſi modéré qu'il eſt poſſible ; attention importante, non-ſeulement pour éviter de faire, au ſuccès d'un emprunt, des ſacrifices inutiles; mais plus eſſentiellement encore, afin que l'empreſſement public paroiſſe toujours l'effet de la confiance, & que les bornes n'en ſoient jamais apperçues.

Il n'eſt pas indifférent encore, pour le plus grand ſuccès des emprunts de France, de fixer leur ouverture avant l'époque des le-

vées d'argent d'Angleterre, afin que les étrangers qui s'intéressent également dans les fonds des deux nations, n'aient pas déjà disposé de leurs capitaux.

Je remarquerai encore, que s'il convient à un Gouvernement qui jouit d'un très-grand crédit, de multiplier les effets payables au porteur, afin de rendre la circulation d'autant plus rapide; il faut adopter un systême absolument contraire, lorsque ce crédit est chancelant, & qu'on cherche à le rétablir; car la facilité, avec laquelle ces effets peuvent s'acheter & se vendre, rend leur prix beaucoup plus susceptible de révolutions; & comme le cours journalier de ces négociations est rendu public, une baisse dans le prix, qui n'est souvent dûe qu'à des circonstances passageres, peut inspirer de l'inquiétude & entraîner un discrédit d'imitation. Il faut donc éviter ces signaux d'allarme, tant que les esprits hésitent encore, & qu'il est si facile de les décourager. Je suis convaincu, que si dans les premiers tems de mon admi-

Universitäts- und
Landesbibliothek Düsseldorf

niſtration, je m'étois écarté de cette regle, en multipliant les effets au porteur, cette ſeule faute eût ſuffi pour faire naître des embarras, & pour arrêter les progrès de la confiance.

Parmi les effets au porteur, ce ſont les billets de loteries qu'on voit le moins ſujets à des révolutions de prix; pourvu cependant, que leur nombre ſoit ſagement circonſcrit: on a remarqué que ces ſortes d'effets, ne tardoient pas à ſe diviſer en différentes mains, & ceux qui les ont, cherchent rarement à les revendre: ſouvent même, on les garde au milieu de la plus grande défiance, parce qu'on les enviſage moins comme un emploi d'argent, que ſous l'aſpect d'une chance de fortune à laquelle on ne veut pas renoncer. De pareils emprunts n'ont aucun rapport avec ces loteries, où l'on riſque en entier ſon capital, & qui ſont un véritable jeu de haſard; au lieu que dans les emprunts du Gouvernement dont il eſt ici queſtion, c'eſt, pour ainſi dire, un ſu-

perflu d'intérêt qu'on y répartit en chances; un tel jeu n'a rien de repréhenſible, & répand, ſans inconvénient, les plaiſirs de l'eſpérance. L'effet du haſard eſt de tout multiplier, parce que chacun atteint, par ſon imagination, aux bienfaits poſſibles de la fortune; mais ſi, par cette raiſon, on peut quelquefois avec ſageſſe, diſtribuer par le ſort tout ce qui fait un objet d'envie, les loteries de malheurs, telles par exemple, que le tirage de la milice, ſont la plus funeſte idée que les Gouvernements aient pu concevoir.

J'euſſe fait encore une grande faute relativement au crédit, ſi d'après des exemples antérieurs, j'avois propoſé à Sa Majeſté de ſuſpendre les rembourſements: car en épargnant au tréſor royal cette dépenſe, on eut éveillé les idées de gêne & d'embarras, & l'on eut repouſſé une ſomme bien plus conſidérable de nouveaux prêts. D'ailleurs, la poſſibilité d'être rembourſé, eſt encore, comme toutes les chances vagues, une idée

Universitäts- und
Landesbibliothek Düsseldorf

qui encourage, & qui ſatisfait dans une proportion beaucoup plus grande que ce qu'il en coûte, pour produire une impreſſion ſi avantageuſe au crédit. Je crois donc, que même au milieu de la guerre, les rembourſements ne doivent être ſuſpendus qu'à l'époque, où toute eſpece de confiance étant détruite, tandis que des beſoins urgents ſubſiſtent, on eſt comme forcé de ſe prendre à tout ce qui peut éloigner un moment le naufrage.

Mais s'il eſt important de ne point interrompre le cours des rembourſements auxquels le Souverain eſt engagé, il faut éviter dans les tems de criſe, de faire choix des emprunts, où l'avantage des prêteurs eſt principalement fondé ſur le rembourſement futur du capital : car en de pareils moments, ces ſortes de promeſſes ne ſont point eſtimées. L'emprunt de 200 millions ouvert en Décembre 1782, eſt une preuve récente de cette vérité : il étoit très-avantageux aux prêteurs, puiſqu'ils avoient pour 160 : un

capital portant dix livres de rente, & qui devoit être rembourſé ſur le pied de 200; mais le moment n'étant pas propre à inſpirer de la confiance dans ce rembourſement, l'emprunt n'eut aucune faveur; & ſi la paix n'étoit pas ſurvenue, l'on eut éprouvé d'une maniere bien fâcheuſe, les effets de cette fauſſe combinaiſon.

Je dois encore conſeiller, d'éviter ſoigneuſement de donner en payement aux fourniſſeurs des effets négociables : car preſſés de les réaliſer, pour commencer de nouvelles entrepriſes, ils le font communément avec peu de ménagement. J'ai vu de près le danger de telles opérations, & ſi je n'y avois mis obſtacle avec beaucoup de force, il en ſeroit réſulté un diſcrédit, auquel il eut été difficile de remédier.

Enfin, ce qui contribue de la maniere la plus efficace au ſuccès des emprunts, c'eſt le mouvement & la rapidité de la circulation; & comme ce ſont là des mots ſouvent employés, ſans que jamais, peut-être,

Universitäts- und
Landesbibliothek Düsseldorf

on s'en ſoit fait une idée diſtincte, je ne crois pas indifférent d'eſſayer d'en développer le véritable ſens; & j'indiquerai enſuite, juſques à quel degré l'adminiſtration des finances en France, peut concourir à la plus grande activité de cette même circulation.

Le numéraire d'un pays s'applique à deux objets abſolument différents; une partie ſert de meſure continuelle dans les échanges, & devient le moyen néceſſaire pour payer journellement les beſoins & les commodités de la vie : c'eſt avec cette partie du numéraire, que d'un bout du Royaume à l'autre, l'on ſe préſente dans les marchés, dans les atteliers de travail & dans tous les lieux de trafic, pour ſe payer réciproquement le prix de ſon tems & de ſes denrées. Le numéraire, ſous ce rapport, eſt ſoumis à une rotation continuelle, provoquée par les beſoins journaliers, & auſſi immuable qu'eux. Voilà donc une premiere circulation de l'argent, ſur laquelle le Gouvernement n'a aucune influence, & ne doit point déſirer avoir.

Universitäts- und
Landesbibliothek Düsseldorf

Il eſt impoſſible de connoître, quelle portion du numéraire d'un pays, eſt employée à l'exécution des échanges dont je viens de parler: on apperçoit ſeulement que cette ſomme doit être plus grande, à meſure que le prix des denrées augmente; & l'on découvre auſſi, que plus la population d'un Royaume eſt étendue, & plus la quantité d'argent, applicable aux échanges journaliers, doit être conſidérable.

Si chacun, en France, ſans diſtinction d'âge ni de ſexe, avoit conſtamment dans ſa bourſe ou dans ſa caſſette, quatre-vingt-dix livres réſervées pour l'acquiſition des divers objets dont on a beſoin, tout l'argent du Royaume ſeroit employé à cet uſage, & ne ſerviroit, pour ainſi dire, qu'à la facilité des comptes. (2).

Sans doute, un nombre conſidérable de

(2) Quatre-vingt dix livres, multipliées par 24 millions, 676 mille ames, nombre des habitants de la France, feroit deux milliards 220 millions 840 mille livres, ſomme équivalente environ à la maſſe totale du numéraire du Royaume.

Universitäts- und
Landesbibliothek Düsseldorf

particuliers ont conſtamment plus de quatre-vingt dix livres, deſtinées uniquement, ſoit à leurs dépenſes, ſoit à la tranquillité de leur eſprit, ſoit à la ſatisfaction de leur avarice; mais un nombre infiniment plus étendu de perſonnes, n'ont pas cette ſomme en eſpeces; & c'eſt par cette raiſon qu'il exiſte, en France, comme dans tous les pays riches, une grande ſomme d'argent, au-delà de celle qui eſt deſtinée à l'exécution des échanges journaliers.

Cet excédent forme la partie du numéraire, qu'on peut appliquer aux emplois utiles, & qui ſe porte, ou aux emprunts de l'Etat & des particuliers, ou aux entrepriſes de toute eſpece: ainſi la circulation dont la rapidité importe au crédit public, eſt celle qui ramène, des mains de tous les habitants du Royaume, dans les mains des capitaliſtes, toute la partie du numéraire qui n'eſt pas néceſſaire à la facilité des tranſactions multipliées, qui ſont l'effet des dépenſes de l'Etat & de l'univerſalité des citoyens.

Universitäts- und
Landesbibliothek Düsseldorf

Si les ſommes qu'un Gouvernement emprunte, étoient employées en entier à des rembourſements, il pourroit, pour ainſi dire, emprunter ſans fin & ſans interruption: car les fonds reçus des capitaliſtes, retournant ſur le champ à d'autres capitaliſtes, il y auroit continuellement entre les mains de cet ordre de particuliers, la même ſomme de capitaux à placer.

Mais il y a une grande différence, entre la ſuppoſition que je viens de faire, & ce qui ſe paſſe réellement: car la ſucceſſion des emprunts publics en tems de guerre, étant deſtinée aux beſoins extraordinaires, les fonds qui proviennent de ces emprunts ne peuvent pas être appliqués à des rembourſements, & retourner ainſi rapidement, des capitaliſtes aux capitaliſtes: le Gouvernement eſt forcé de répartir ces fonds en ſoldes, en gages, en ſubſiſtances, en journées d'hôpitaux, en fournitures de toute eſpece, enfin, de mille manieres différentes; ce qui s'exécute par un nombre infini de diviſions

& de ſubdiviſions, depuis la capitale juſques aux extrêmités du Royaume.

Cet argent ainſi répandu, donne aux uns le moyen de continuer leurs dépenſes, à d'autres celui de les augmenter : chez quelques-uns, cet argent forme le commencement d'une épargne, & chez d'autres, il prépare un capital dont on méditera bientôt l'emploi. Mais dans un Royaume tel que la France, il faut néceſſairement un très-long circuit, avant que des fonds immenſes diſperſés de cette maniere, ſe réuniſſent de nouveau entre les mains des capitaliſtes en général, & particuliérement encore, entre les mains des capitaliſtes de Paris, qui juſques à ces derniers tems, étoient preſque les ſeuls du Royaume qui s'intéreſſaſſent dans les fonds publics.

Ces réflexions, cependant, aident à découvrir, pourquoi l'on a vu conſtamment les emprunts de l'Angleterre, ſe ſuccéder avec beaucoup plus d'activité & d'étendue que ceux de la France, même dans les moments

où ce dernier Royaume avoit le plus de crédit; circonſtance qui a dû paroître d'autant plus extraordinaire, que le numéraire de l'Angleterre, en y comprenant les billets de banque qui font office d'argent, égaloit à peine, il y a dix ans, la moitié du numéraire actuel de la France.

Ce n'eſt pas ſeulement dans l'étendue de la confiance publique, qu'il faut chercher la cauſe de cette étonnante faculté d'emprunter, dont l'Angleterre a donné des exemples plus frappants que jamais dans la derniere guerre : je ſuis perſuadé qu'avec le même crédit, elle n'y ſeroit jamais parvenue ſans l'activité qui regne dans ſa circulation; ou, pour m'expliquer plus diſtinctement, ſans la promptitude avec laquelle les fonds attirés au tréſor public par des emprunts, & répartis enſuite pour les dépenſes publiques, retournent entre les mains de capitaliſtes, qui les prêtent de nouveau l'année ſuivante: & la rapidité de cette circulation tient à des cauſes particulieres. Premierement, ſans doute,

Universitäts- und
Landesbibliothek Düsseldorf

à l'usage habituel & général d'un papier monnoie, qui rend les payements d'un bout du Royaume à l'autre, aussi prompts que la poste. Secondement, à la moindre étendue de l'Angleterre. Troisiemement, à la réunion de presque tout le numéraire dans la ville de Londres, qui se trouve tout à la fois port de mer, capitale, chef-lieu de commerce, & centre de presque tous les payements de banque. Quatriemement, à l'habitude où sont tous les négociants & tous les particuliers, de n'avoir point d'argent chez eux, & de le tenir chez des caissiers auxquels on ne donne point d'appointements; mais qui ont la permission tacite de faire valoir les fonds dont ils sont dépositaires: ensorte, que cette multitude de petites sommes d'argent, qui restent ailleurs en stagnation entre les mains des particuliers, forment par leur réunion dans la main des caissiers, un capital assez considérable, pour qu'ils aient un intérêt majeur à le mettre en action. Enfin, cette rapidité de circulation,

Universitäts- und
Landesbibliothek Düsseldorf

tient encore essentiellement à la confiance continuelle & soutenue dans les effets du Gouvernement, & à la facilité avec laquelle on a pu, jusques à présent, les réaliser à toute heure, & de beaucoup de manieres différentes, toutes tolérées par le Gouvernement, comme autant de moyens propres à favoriser l'activité de ce commerce.

Voilà, ce me semble, les principales circonstances qui accélerent l'espece de circulation, dont la rapidité importe si fort au renouvellement des emprunts publics. Et si l'on pouvoit dresser avec exactitude, l'itinéraire de cette circulation, on trouveroit peut-être que, s'il faut deux ou trois ans en France, pour voir revenir entre les mains des capitalistes, le produit des emprunts que le Gouvernement disperse en dépenses publiques, il se peut qu'en Angleterre, cette même circulation s'effectue dans le cours d'une année; ensorte que, sous ce point de vue, la facilité des emprunts d'Angleterre auroit quelque rapport, avec celle qu'on

éprouveroit

éprouveroit dans tous les pays, où l'on n'emprunteroit que pour faire des remboursements.

C'eſt auſſi par ces divers motifs, que l'augmentation des richeſſes publiques en Angleterre, ſoit que cette augmentation vienne du commerce, ou des fortunes faites aux Indes, ou par quelque autre voie, eſt enviſagée comme autant de nouveaux fonds, qui ne tarderont pas à groſſir la ſomme des capitaux applicables aux emprunts publics.

Une partie des circonſtances qui contribuent, en Angleterre, à la briéveté de la circulation, appartiennent particuliérement à ſa ſituation, au Gouvernement, & aux uſages du pays: & ſi l'adminiſtration des finances en France, peut par ſes ſoins, abréger une circulation dont la rapidité eſt ſi eſſentielle; il eſt, cependant, des déſavantages qu'elle ne ſauroit vaincre ni changer.

Telle eſt, par exemple, la vaſte circonférence du Royaume, qui occaſionne une diſperſion plus étendue des capitaux fournis par

les emprunts publics, & appliqués ensuite aux diverses dépenses; telle est la situation de sa capitale qui l'empêche d'être le centre d'un grand commerce; telle est encore l'habitude où l'on est, en France, de garder son argent soi-même, ou de le remettre à des notaires qui transgresseroient les devoirs de leur état en le dénaturant; & l'on auroit peine à guérir de la défiance qu'inspireroit un dépositaire, s'il faisoit valoir les fonds qui lui sont remis; il y auroit d'ailleurs, un véritable péril à se servir de simples caissiers, tant qu'on ne trouveroit pas, comme en Angleterre, des hommes riches de plusieurs millions, qui se voueroient à cet état; & l'on ne peut l'espérer dans un pays, où dès les premiers cent mille écus dont on est possesseur, on songe à s'annoblir ou à se relever par quelque charge. (3).

Enfin, les loix & la morale publique, ré-

(3) La caisse d'escompte est aujourd'hui un caissier général; mais jusques à présent, il n'y a que les gens d'affaires qui l'employent pour leurs recettes & leurs payements.

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

ſiſtent en France, à admettre dans le commerce des fonds publics; ces ventes à livrer, ces paris, ces jeux de primes, & tant d'autres natures de marchés & de trafic, qu'on ne tolére, en Angleterre même, que par politique, & parce qu'on y conſidére l'activité de cette eſpece de circulation, comme un moyen d'emprunter plus facilement, & cette facilité d'emprunter, comme la principale force de l'Etat.

Ce ſont toutes ces diverſes circonſtances, qui, les unes impoſſibles à changer, les autres très-difficiles, rendront toujours la circulation du numéraire, plus longue & plus tardive en France qu'en Angleterre. Il faut donc que l'adminiſtration ſe borne à l'animer, & à l'accélérer par des moyens doux, ſages, & analogues aux mœurs, aux uſages, & à la nature du Gouvernement. Elle peut, par exemple, ſupprimer ou diminuer toutes ces haltes, où l'argent s'arrête inutilement, telles qu'un trop grand nombre de receveurs, payeurs, tréſoriers, &c. Cette multitude de caiſſes & de tréſoriers pour les de-

niers royaux, ne ſert qu'à diſperſer ces deniers en pluſieurs lieux & en pluſieurs mains; & il faut tâcher de les raſſembler dans la grande caiſſe du tréſor royal, par les mêmes motifs que j'ai allégués, pour faire ſentir l'avantage de la réunion des fonds des particuliers, entre les mains des caiſſiers d'Angleterre.

L'adminiſtration doit encore, faire quadrer l'époque des payements à celles des perceptions, afin de ne pas laiſſer l'argent oiſif inutilement: elle doit auſſi prendre ſoin d'appliquer toutes les recettes des généralités, aux dépenſes qui ſe font dans les mêmes cantons; au lieu de négocier à l'avance, & par embarras, les reſcriptions ſur les provinces. L'on empêchera, de cette maniere, que des voitures d'argent n'aillent en même-tems, des provinces à la capitale, & de la capitale dans les provinces. Le chef des finances, peut encore éviter de laiſſer ſans action au tréſor royal, les fonds dont on n'aura beſoin que dans quelques mois, en les deſtinant dans l'inter-

Universitäts- und
Landesbibliothek Düsseldorf

valle à des escomptes utiles à la circulation.

On fera bien encore, dans le même but, d'encourager & de soutenir une caisse d'escompte, afin que les négociants, étant sûrs d'y trouver de l'argent en tout tems contre leurs lettres de change, soient dispensés par-là de garder continuellement des fonds de précaution; & aussi, afin qu'admettant entr'eux les billets de cette caisse, il y ait d'autant moins d'especes employées aux payements journaliers; ce qui augmente la somme des fonds applicables aux emplois utiles.

Il ne seroit pas indifférent encore, de favoriser la fabrication des monnoies d'argent, plus que celle des monnoies d'or; parce que ces dernieres, comme plus faciles à cacher, entretiennent davantage l'esprit de thésaurisation; vérité dont on ne peut douter, quand on voit l'extrême rareté des especes d'or en France; tandis que d'après les calculs de fabrication, on peut présumer qu'il en existe plus de huit cent millions dans le Royaume.

Universitäts- und
Landesbibliothek Düsseldorf

Ce feroit encore un moyen très-favorable à l'activité de la circulation, que de rendre les prêts à terme & par contracts d'obligations, fufceptibles d'intérêt ; toutes les entraves, qui gênent les différentes difpofitions afforties aux convenances de chaque particulier, font autant de retards apportés à la rapidité du mouvement de l'argent; car on laiffe plus long-tems fes capitaux oififs, lorfqu'on ne trouve pas, avec facilité, le genre d'emploi qui convient à fes fpéculations, ou à l'arrangement de fes affaires. Une telle légiflation feroit d'ailleurs, parfaitement conforme à la droite raifon; l'intérêt n'eft que la repréfentation du profit que fait l'emprunteur, avec les capitaux du prêteur : ainfi, foit que ce profit foit limité à un petit nombre d'années, foit que le terme en foit indéfini, le dédommagement de ce profit n'eft pas moins légitime, & l'efprit de la convention n'eft pas changé.

Il eft d'autres difpofitions encore propres à accélérer la circulation; mais comme elles

Universitäts- und Landesbibliothek Düsseldorf

ſont moins importantes, je n'étendrai pas plus loin ces réflexions. J'obſerverai ſeulement, que les fermiers & les petits propriétaires de campagne, réuniſſant enſemble un aſſez gros capital, qui reſte conſtamment oiſif, il ne ſeroit pas indifférent de leur offrir une ſorte d'emploi facile, & toujours à leur portée: j'avois donc penſé qu'à la paix, & dans les occaſions où les pays d'Etats & les aſſemblées provinciales, auroient eu quelques travaux utiles à entreprendre, il eut été convenable de les engager à faire l'eſſai d'un emprunt, propre à remplir inſenſiblement la vue politique que je viens d'indiquer. Cet emprunt devroit conſiſter, dans une création d'effets au porteur, tous d'une très-petite ſomme, depuis deux cent juſques à cinq cent livres; & dont l'intérêt ne ſeroit payable que dans les chefs-lieux de chaque province. Je ne ſerois point ſurpris, que ſi ces ſortes d'emplois devenoient un papier provincial, univerſellement connu, il n'en réſultât un mouvement d'argent parmi une

classe de citoyens, dont les épargnes sont communément enfouies.

Enfin, ce qui par-dessus tout, excite la circulation, c'est la confiance publique, puisque cette confiance prévient l'incertitude des prêteurs, & la stagnation plus ou moins durable qui en résulte. Ainsi, l'administration des finances, en augmentant la confiance publique, accélére la circulation, & en accélérant cette circulation, elle renouvelle & multiplie les moyens de prêter; & c'est ainsi qu'il existe, entre le crédit & la rapidité de la circulation, une action & une réaction de la plus grande importance.

Les remarques que je viens de faire sur la circulation de l'argent, peuvent, sans doute, fixer l'attention sous différents rapports; mais je ne veux pas quitter ce sujet, sans ramener à une considération dont j'aimerai toujours à m'occuper: c'est que le ménagement des intérêts du peuple, s'allie encore, dans cette occasion, aux vues politiques. Je dirai donc, que la modération

Universitäts- und
Landesbibliothek Düsseldorf

des impôts, concourt à la baiſſe de l'intérêt : en effet, ſi comme je l'ai montré, le numéraire d'un pays peut ſe diviſer en deux parts, dont l'une ſert uniquement de meſure dans les marchés, & l'autre, raſſemblée entre les mains des capitaliſtes, eſt employée aux diverſes tranſactions qui rapportent un intérêt ou un bénéfice ; il eſt ſenſible, que moins les impôts renchériſſent le prix des biens journellement néceſſaires, moins il faut réſerver d'argent pour les dépenſes habituelles ; & dès-lors, par une conſéquence naturelle, la partie du numéraire applicable aux emprunts de tout genre, devient plus conſidérable ; & c'eſt uniquement cette partie qui contribue, par ſon étendue, à la baiſſe de l'intérêt.

Il faut que j'indique encore ici de nouveau, comme le plus grand moyen de crédit, la publicité de l'état des finances : j'en ai donné l'exemple, & de grands avantages en ſont réſultés ; mais comme j'ai eu occaſion de m'arrêter ſur ce ſujet, dans l'intro-

Universitäts- und
Landesbibliothek Düsseldorf

duction de cet ouvrage, je ne m'étendrai pas davantage ſur une idée, dont l'importance & la ſimplicité ſont également ſenſibles. Qu'on examine ſeulement, comment l'Angleterre a ſoutenu ſon crédit au milieu des circonſtances les plus allarmantes; qu'on examine comment elle vient à bout de ſoulever, pour ainſi dire, un poids au-deſſus de ſes forces, & l'on verra qu'elle doit une partie de ces avantages, à la connoiſſance générale du rapport qui exiſte entre les recettes & les dépenſes, & à la publicité de toutes les diſpoſitions d'adminiſtration: c'eſt cette publicité, qui arrête les écarts de l'ignorance & de l'inquiétude, & qui montre, à chaque inſtant, le bien près du mal, la meſure des difficultés & l'étendue des reſſources.

Je n'ai pas beſoin de répéter, que les rembourſements ſur la dette publique, contribuent eſſentiellement à la baiſſe de l'intérêt, pourvu que, dans le même tems, on n'emprunte pas une ſomme pareille; cepen-

Universitäts- und
Landesbibliothek Düsseldorf

dant, ainſi que je l'ai déjà dit, la meſure des rembourſements doit être déterminée avec ſageſſe, & il ne faut jamais perdre de vue, que c'eſt avec les tributs des peuples qu'on y pourvoit, & que les ſoulagements dont ils ont beſoin, ſont auſſi une des dettes du Souverain.

Je n'ai parlé, juſques à préſent, que des moyens généraux d'adminiſtration dont on doit faire uſage en France, pour aſſurer ou pour rétablir le crédit: mais il eſt encore une conduite, de la part du chef des finances, dont l'effet ſur l'opinion eſt grand au bout d'un certain tems: cette conduite ſe développe ſouvent en ſilence; mais elle s'applique, cependant, à une infinité de détails, qui tous ont de l'importance. Le Gouvernement des finances exige continuellement, une prudence, une attention, un diſcernement, qui ſouvent échappent aux regards; & dont on ne reconnoît le mérite, qu'au moment, où une adminiſtration différente vient, pour ainſi dire, en donner l'éveil.

Universitäts- und
Landesbibliothek Düsseldorf

Il ne ſuffit pas, en adminiſtration, de bien agir, il faut encore éviter les fautes : l'occaſion d'en commettre ſe préſente à chaque inſtant ; ſouvent même les premieres en entraînent d'autres, tant la chaîne des erreurs eſt facile à former, & tant les intérêts particuliers veillent de près ſur l'homme public, pour l'aider à s'égarer, & pour tirer parti de ſes mépriſes.

Cependant, lorſqu'on veut ſoigner le crédit, lorſqu'on veut dominer l'opinion, il n'y a preſque rien d'indifférent : car il eſt juſques à une certaine tranquillité dans le diſcours, & peut-être, juſques à un certain repos dans le maintien, qui influent de proche en proche ſur la confiance. On ne doit montrer, ni une ſombre inquiétude, ni une téméraire aſſurance : il faut préparer aſſez bien toutes ſes diſpoſitions, pour être en état de s'appuyer conſtamment ſur la vérité : car on peut alors s'abandonner à ſes mouvements, ou ſe diſpenſer du moins de tant de ſurveillance ; on n'a plus beſoin de

Universitäts- und
Landesbibliothek Düsseldorf

mettre un intervalle de réflexion, entre ses sentiments & ses expressions; & l'on est dégagé du soin laborieux de concilier sans cesse, ses discours avec sa politique, espece d'accord si pénible à ménager, & si difficile à maintenir.

Un administrateur est déjà fort avancé, lorsqu'on commence à envisager ses paroles, comme la fidele image de sa pensée; & il éloigne encore un ennemi dangereux, lorsque par une juste mesure, & dans ce qu'il dit, & dans ce qu'il fait, il empêche l'imagination de s'exercer contre lui.

Il en est de la forfanterie en affaires, comme des idées exagérées, ou de l'abondance des superlatifs dans le style, dont l'effet est presque toujours contraire à celui que l'orateur se propose : car les auditeurs, mécontents de ce qu'on veut les entraîner au-delà du sentiment auquel ils sont préparés, se retournent avec impatience, & contestent à la vérité même ce qu'elle a droit d'exiger. Ainsi donc, & ceux qui agis-

ſent, & ceux qui écrivent, & tous ceux enfin, qui veulent entraîner ou perſuader, ne ſauroient trop réfléchir ſur la puiſſance de l'imagination, & ſur les moyens de la captiver ou de faire alliance avec elle.

On peut encore dire, avec fondement, que toutes les actions ſages & honnêtes en adminiſtration, quelqu'étrangeres même qu'elles ſoient aux affaires du tréſor royal, influent ſur le crédit : on aime à voir tout ce qui annonce le zele & la préoccupation de la choſe publique, & cette impreſſion favorable diſpoſe à la confiance ; on croit vivre alors ſous la garde d'un bon paſteur, & tous les genres d'inquiétudes ſe calment ou ſe ralentiſſent. Il en eſt peut-être de l'opinion publique, comme du ſentiment, qui ſouvent naît & s'accroît, moins encore par l'impreſſion des grands procédés ou des généreux ſacrifices, que par ces ſoins habituels & par ces mouvements irréfléchis, qui ſemblent appartenir davantage au penchant, & aux inſpirations de la nature. De même, la

Universitäts- und
Landesbibliothek Düsseldorf

confiance dans un adminiſtrateur, ſe forme par degrés, & elle acquiert autant de force par une ſuite d'actions ſans éclat, & par une conduite dont tous les détails ont du rapport enſemble, & ſemblent tenir à un même eſprit, que par ces diſpoſitions & ces loix générales, qui ſont l'ouvrage de la réflexion.

Il eſt, d'ailleurs, une vérité très-importante, & qui mérite ici d'être obſervée: c'eſt que ſi dans les grandes places, les actions font la réputation d'un homme; l'homme auſſi, quelquefois, fait celle de ſes actions; car il eſt bien peu de diſpoſitions publiques, ſur-tout en finance, qui ne préſentent différents points de vue, & il arrive ſouvent, qu'on les approuve ou qu'on les cenſure, ſelon l'opinion qu'on s'eſt formée du miniſtre qui les a conçues.

Enfin, & il eſt heureux de pouvoir le dire, le caractere moral du monarque a la plus grande influence ſur le crédit public; l'idée de ſa probité, de ſon inclination pour l'or-

dre, de ſon éloignement perſonnel pour les dépenſes ſuperflues, & pour toutes les libéralités inconſidérées, devient une opinion précieuſe qui ſeconde dans tous les tems la confiance : les miniſtres recommandables par leur conduite, ſont alors d'autant plus chers à la nation, qu'ils rappellent les vertus du Prince ; & ceux dont on blâme l'adminiſtration, ne détruiſent pas l'eſpérance.

CHAPITRE

Universitäts- und
Landesbibliothek Düsseldorf